



**Arrêté préfectoral portant mise en demeure de la société KNAUF SUD exploitant une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé à Colomiers**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 autorisant la société KNAUF SUD-OUEST à Colomiers (31770), Z.I En Jacca, 37 chemin de la Salvetat ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 4 février 2021 délivré à la société KNAUF SUD ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 6 juin 2023 relatif à la visite d'inspection du 26 mai 2023 de l'installation exploitée par la société KNAUF SUD, sise 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca à Colomiers ;

Considérant que lors de sa visite du 26 mai 2023, l'inspection des installations classées a constaté que le mur séparant le hall n°15 (abritant des installations de transformation de polymères : rubrique n° 2661 de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement [ICPE]) du hall n°16 (abritant des installations de stockage de produits composés d'au moins 50% de polymères : rubrique n° 2663) ne dépasse pas d'un mètre en toiture ;

Considérant que ce constat constitue un manquement à l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société KNAUF SUD de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la

connaissance de la société KNAUF SUD le 9 juin 2023 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société KNAUF SUD n'a pas transmis d'observation au terme du délai accordé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société KNAUF SUD est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Colomiers (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, de respecter les prescriptions suivantes de l'article 8.3.3 – 2ème alinéa de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé qui dispose, « afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie", que "les installations de transformation sont séparées des installations de stockage (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. »

A cette fin, la société KNAUF SUD fournit les éléments justifiant de la commande des travaux nécessaires au rétablissement du dépassement d'un mètre en toiture du mur séparant les halls n° 15 et 16, dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, et procède aux travaux correspondant, dans un délai n'excédant pas 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société KNAUF SUD.

Fait à Toulouse, le **25 JUL. 2023**

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale Adjointe  
la Sous-préfète à la ville

Hélène LESTARQUIT